

Présentation des dispositifs réglementaires relatifs à l'utilisation des eaux impropres à la consommation humaine (EICH) pour des usages domestiques

Pour les usages domestiques, le recours à l'eau potable était la règle socle applicable jusqu'à présent.

Objectif : -> permettre l'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine (EICH) pour certains usages domestiques, lorsque la qualité de ces eaux n'a aucune influence, directe ou indirecte, sur la santé du public et des usagers des bâtiments

La réglementation :

- Définit les usages domestiques concernés
- Définit les exigences techniques et sanitaires à satisfaire
- Vise à prévenir les risques de contamination de l'eau distribuée au robinet ainsi que les risques d'exposition des personnes à des pathogènes et substances chimiques, susceptibles d'altérer leur état de santé.
- Permet de simplifier la mise en œuvre d'usages d'EICH pour certains usages domestiques en apportant un cadre réglementaire unique normalisé pour l'usage des EICH ayant fait l'objet d'expertise sanitaire (eaux de pluie, eaux grises)

Quels types pour quel usage

Décret n°2024-796 et arrêté du 12 juillet 2024 pris en application du L.1322-14 du CSP

Eaux impropres à la consommation humaine encadrées (Art. R. 1322-91)

- « Eaux brutes » : eaux issues du milieu naturel
 - Eaux de pluie
 - Eaux douces, eaux de puits et de forages à usages domestiques
- Eaux grises (douches, baignoires, lavabos, lave-mains, lave-linges)
- Eaux issues des piscines à usage collectif

Usages domestiques (Art. R. 1322-92)

- 1° Lavage du linge ;
- 2° Lavage des sols intérieurs ;
- 3° Evacuation des excréta ;
- 4° Alimentation de fontaines décoratives non destinées à la consommation humaine ;
- 5° Nettoyage des surfaces extérieures, dont le lavage des véhicules lorsqu'il est réalisé au domicile ;
- 6° Arrosage des jardins potagers ;
- 7° Arrosage des espaces verts à l'échelle des bâtiments.

à l'intérieur et dans l'environnement extérieur
immédiat du bâtiment ou de l'établissement,
dans les limites de la parcelle (cadastrale)
considérée.

Décret n°2024-796 et arrêté du 12 juillet 2024 pris en application du L.1322-14 du CSP

Lieux d'usage des eaux impropres à la consommation humaine (Art. R. 1322-90 ; R. 1322-95)

- *bâtiments pour les parties intérieures et extérieures, dans les lieux ouverts au public, les établissements recevant du public, les lieux de travail, les bâtiments d'habitation collective et dans les maisons individuelles*

Sécurité sanitaire assurée par des obligations du propriétaire d'un système d'utilisation d'EICH

- Exigences de conception technique
 - Exigences de qualité (pour certains couples d'EICH/usages domestiques) (**autosurveillance**/laboratoire accrédité selon la norme ISO/CEI 17025) **Qualité A et A+** définis dans le tableau 3 de l'annexe II.
 - Exigences de **surveillance, d'entretien et de maintenance** adaptées en fonction du type d'usage et des lieux d'usages (type d'usage et lieux d'usage : unifamilial, ERP, ERP avec public sensible)
 - Le propriétaire trace les opérations dans le document d'entretien et de maintenance qu'il consigne dans un **carnet sanitaire** mentionné à l'article R. 1322-98 du code de la santé publique. Dispositions non applicables lorsque le système d'eaux impropres à la consommation humaine est à usage unifamilial et qu'il est installé dans les parties privatives des bâtiments d'habitation collective et les maisons individuelles.
-

Synthèse des usages domestiques permis en fonction des types d’eaux

Décret n°2024-796 et arrêté du 12 juillet 2024 pris en application du L.1322-14 du CSP

Tableau de synthèse : Couple eau usages / qualité requise / procédure administrative (NI N° DGS_EA4_2024_147 EICH usages domestiques)

EICH Usages	Eaux brutes issues du milieu naturel : Eaux de pluie, eaux douces, eaux de puits et de forages.		Eaux grises (issues des douches, des baignoires, des lavabos et des lave-linges) et Eaux de piscine collectives		Eaux vannes issues des toilettes	Eaux spéciales des établissements de santé.
		pour établissement recevant du public sensible (ERPS)		pour établissement recevant du public sensible (ERPS)		
Lavage du linge	Déclaration A+ (1)	Déclaration A+	Soumis à expérimentation	Soumis à expérimentation		Soumis à expérimentation
Lavage des sols en intérieur	/	/	Soumis à expérimentation	Soumis à expérimentation		Soumis à expérimentation
Alimentation des fontaines décoratives	/	Déclaration A+	Déclaration A+	Autorisation A+		Soumis à expérimentation
Arrosage des jardins potagers	/	/	Soumis à expérimentation	Soumis à expérimentation	Soumis à expérimentation	Soumis à expérimentation
Evacuation des excréta	/	/	Déclaration A+	Autorisation A+	Soumis à expérimentation	Soumis à expérimentation
lavage surfaces extérieures dont véhicules au domicile	/	/	Déclaration A	Autorisation A	Soumis à expérimentation	Soumis à expérimentation
Arrosage des toitures et murs végétalisés et des espaces verts à l'échelle du bâtiment	/	/	Déclaration A	Autorisation A	Soumis à expérimentation	Soumis à expérimentation

/	usage permis sans procédure administrative
Déclaration	Déclaration au préfet au titre de l'article R. 1322-100 du code de la santé publique
Autorisation	Autorisation du préfet au titre de l'article R. 1322-101 du code de la santé publique
Soumis à expérimentation	Expérimentation au titre de l'article 2 du décret n° 2024-796 du 12 juillet 2024
	usage interdit

A+	Usage soumis aux critères de qualité A+ définie au tableau 3 de l'annexe II de l'arrêté du 12 juillet 2024 (NOR : TSSP2332060A)
A	Usage soumis aux critères de qualité A+ définie au tableau 3 de l'annexe II de l'arrêté du 12 juillet 2024 (NOR : TSSP2332060A)
A+ (1)	Usage soumis aux critères de qualité A+ requérant une analyse à réaliser uniquement à la mise en œuvre du système

Exigences requises

Exigences de qualité

- Paramètres et fréquences de suivi précisés par arrêté (indicateurs bactériologiques, physico-chimique)
- Mise en place d'un traitement/filtration pour garantir en permanence la conformité des EICH

Exigences de conception techniques des systèmes

- Signalisation
- Appoint par EDCH en cas d'aléas sur EICH (qui nécessite un apport permanent (chasse d'eau des toilettes))
- Réversibilité/désactivation
- Conception des systèmes : évolution des temps limites de stockage des EICH (eaux grises uniquement) avant (90 min à 12h) et après traitement (48h à 72h)
- **Responsabilité du propriétaire**



Arrêté du 12 juillet 2024

- CHAPITRE Ier : DÉFINITIONS
- **CHAPITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES À LA CONCEPTION DES SYSTÈMES D'UTILISATION D'EAUX IMPROPRES À LA CONSOMMATION HUMAINE**
- CHAPITRE III : DISPOSITIONS RELATIVES À LA QUALITÉ DES EAUX IMPROPRES À LA CONSOMMATION HUMAINE
- CHAPITRE IV : DISPOSITIONS RELATIVES À LA **PREMIÈRE MISE EN SERVICE** DES SYSTÈMES D'UTILISATION D'EAUX IMPROPRES À LA CONSOMMATION HUMAINE
- CHAPITRE V : DISPOSITIONS RELATIVES À LA SURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DES EAUX IMPROPRES À LA CONSOMMATION HUMAINE
- CHAPITRE VI : DISPOSITIONS RELATIVES À L'ENTRETIEN COURANT ET À LA MAINTENANCE DES SYSTÈMES D'UTILISATION D'EAUX IMPROPRES À LA CONSOMMATION HUMAINE
- CHAPITRE VII : DISPOSITIONS RELATIVES AUX PRÉCAUTIONS À PRENDRE EN CAS D'INUTILISATION DES SYSTÈMES D'UTILISATION D'EAUX IMPROPRES À LA CONSOMMATION HUMAINE PENDANT UNE PÉRIODE PROLONGÉE
- **CHAPITRE VIII : DISPOSITIONS RELATIVES AUX MODALITÉS D'USAGE DES EAUX IMPROPRES À LA CONSOMMATION HUMAINE**
- CHAPITRE IX : DISPOSITIONS RELATIVES AUX ACTIONS À MENER EN CAS DE NON-CONFORMITÉ D'UN OU DES CRITÈRES DE QUALITÉ DES EAUX IMPROPRES À LA CONSOMMATION HUMAINE
- CHAPITRE X : DISPOSITIONS RELATIVES AUX MESURES À METTRE EN OEUVRE EN CAS DE RISQUE AVÉRÉ OU SUSPECTÉ POUR LA SANTÉ DES USAGERS
- **CHAPITRE XI : DISPOSITIONS RELATIVES À L'INFORMATION DES USAGERS, PROFESSIONNELS INTERVENANT, UTILISATEURS PERSONNES FRÉQUENTANT LES BÂTIMENTS METTANT EN OEUVRE LES SYSTÈMES D'UTILISATION D'EAUX IMPROPRES À LA CONSOMMATION HUMAINE**
- **CHAPITRE XII : DISPOSITIONS RELATIVES À LA TRAÇABILITÉ DES INFORMATIONS INHÉRENTES AUX SYSTÈMES D'UTILISATION D'EAUX IMPROPRES À LA CONSOMMATION HUMAINE**
- CHAPITRE XIII : DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES À LA CONSTITUTION DU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION PRÉFECTORALE MENTIONNÉE L'ARTICLE R. 1322-101 DU CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE REQUISE POUR CERTAINS USAGES DANS L'ENCEINTE DES ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC SENSIBLE

ANNEXE V

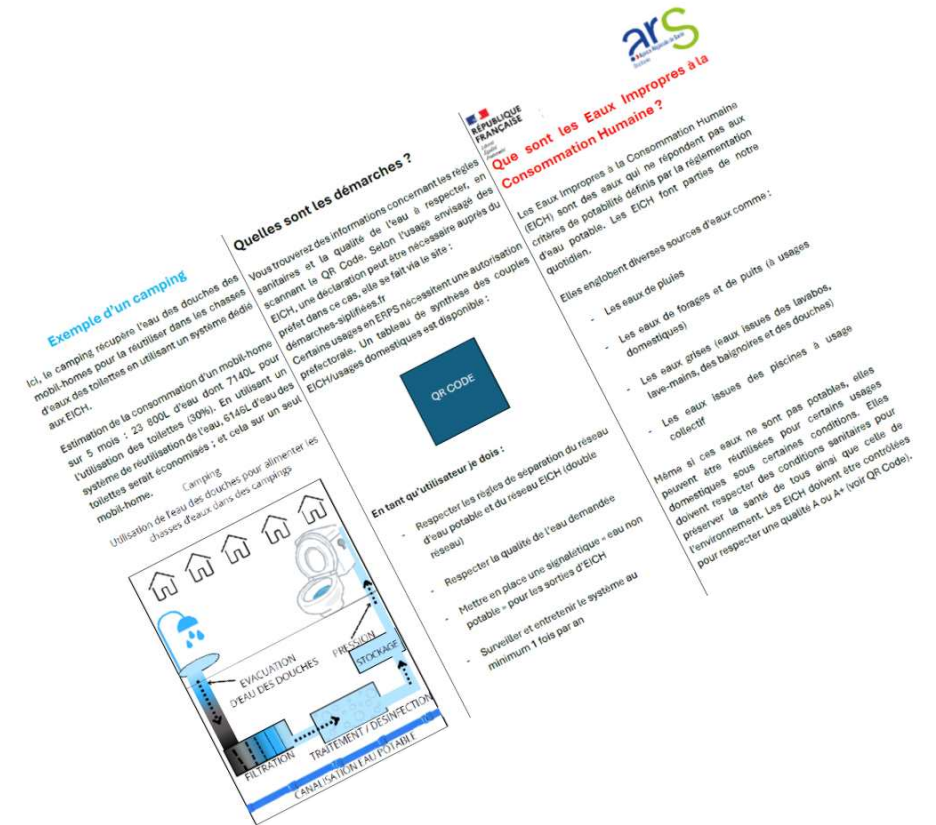
INFORMATIONS MINIMALES DEVANT ÊTRE INSCRITES DANS LA FICHE DE CONFORMITÉ DU SYSTÈME RÉALISÉE LORS DE L'INSTALLATION PAR UN PROFESSIONNEL

La fiche de conformité précise notamment les éléments suivants :

- le nom et les coordonnées du propriétaire des réseaux intérieurs de distribution d'eau ;
- le nom du professionnel ou de l'entreprise intervenant pour le propriétaire ;
- l'identification du bâtiment concerné ;
- le type d'eaux impropres à la consommation humaine utilisées par le système et les usages domestiques réalisés ;
- la conformité de l'analyse de vérification de la qualité d'eau mentionnée à l'article 6 ;
- l'identification d'un point de conformité ;
- le constat du repérage des canalisations véhiculant des eaux impropres à la consommation humaine de façon explicite et distincte ;
- le constat de l'absence de voisinage entre les points de soutirage d'eaux impropres à la consommation humaine et les robinets d'eaux destinées à la consommation humaine ;
- le constat d'une signalétique « eau non potable » au niveau des points de soutirage ;
- le constat de la présence d'un dispositif de verrouillage au niveau des points de soutirage d'eaux impropres à la consommation humaine ;
- le constat, pour les bâtiments et établissements recevant du public, que les points de soutirage sont situés dans un local fermé non accessible au public ;
- le caractère non translucide, nettoyable et vidangeable du réservoir de stockage ainsi que son accès sécurisé pour éviter tout risque de noyade ;
- l'absence de fuites ;
- le constat du bon état général de l'hygiène du système ;
- le constat du bon fonctionnement du système.

Ressources disponibles :

- site du Ministère de la santé – site de l'ARS Occitanie (en finalisation)



Déclaration en ligne sur demarches-simplifiées.fr

[Formulaire de déclaration auprès du préfet de département](#)



Déclaration au préfet d'un système d'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine pour des usages domestiques au titre de l'article R. 1322-100 du code de la santé publique

⌚ Temps de remplissage estimé : 7 min (variable selon les options choisies)

Commencer la démarche

Se créer un compte avec FranceConnect

FranceConnect est la solution proposée par l'État pour sécuriser et simplifier la connexion

Quel est l'objet de la démarche ?

La démarche de télédéclaration permet au propriétaire d'un système d'utilisation d'eaux impropres à la consommation humaine de réaliser facilement la déclaration requise à l'article R.1322-100 du code de la santé publique (CSP).

Cette démarche permet de transmettre de manière dématérialisée un formulaire de déclaration vers les services de l'État qui en sont destinataires. Il s'agit des services du préfet en département et des Agences régionales de santé (ARS). L'envoi d'un formulaire de déclaration permet au propriétaire d'obtenir une attestation de déclaration qu'il peut télécharger sur le site [demarches.simplifiées.fr](#).

Synthèse des usages domestiques permis en fonction des types d’eaux

Décret n°2024-796 et arrêté du 12 juillet 2024 pris en application du L.1322-14 du CSP

Tableau de synthèse : Couple eau usages / qualité requise / procédure administrative (NI N° DGS_EA4_2024_147 EICH usages domestiques)

EICH Usages	Eaux brutes issues du milieu naturel : Eaux de pluie, eaux douces, eaux de puits et de forages.		Eaux grises (issues des douches, des baignoires, des lavabos et des lave-linges) et Eaux de piscine collectives		Eaux vannes issues des toilettes	Eaux spéciales des établissements de santé.
		pour établissement recevant du public sensible (ERPS)		pour établissement recevant du public sensible (ERPS)		
Lavage du linge	Déclaration A+ (1)	Déclaration A+	Soumis à expérimentation	Soumis à expérimentation		Soumis à expérimentation
Lavage des sols en intérieur	/	/	Soumis à expérimentation	Soumis à expérimentation		Soumis à expérimentation
Alimentation des fontaines décoratives	/	Déclaration A+	Déclaration A+	Autorisation A+		Soumis à expérimentation
Arrosage des jardins potagers	/	/	Soumis à expérimentation	Soumis à expérimentation	Soumis à expérimentation	Soumis à expérimentation
Evacuation des excréta	/	/	Déclaration A+	Autorisation A+	Soumis à expérimentation	Soumis à expérimentation
lavage surfaces extérieures dont véhicules au domicile	/	/	Déclaration A	Autorisation A	Soumis à expérimentation	Soumis à expérimentation
Arrosage des toitures et murs végétalisés et des espaces verts à l'échelle du bâtiment	/	/	Déclaration A	Autorisation A	Soumis à expérimentation	Soumis à expérimentation

/	usage permis sans procédure administrative
Déclaration	Déclaration au préfet au titre de l'article R. 1322-100 du code de la santé publique
Autorisation	Autorisation du préfet au titre de l'article R. 1322-101 du code de la santé publique
Soumis à expérimentation	Expérimentation au titre de l'article 2 du décret n° 2024-796 du 12 juillet 2024
	usage interdit

A+	Usage soumis aux critères de qualité A+ définie au tableau 3 de l'annexe II de l'arrêté du 12 juillet 2024 (NOR : TSSP2332060A)
A	Usage soumis aux critères de qualité A+ définie au tableau 3 de l'annexe II de l'arrêté du 12 juillet 2024 (NOR : TSSP2332060A)
A+ (1)	Usage soumis aux critères de qualité A+ requérant une analyse à réaliser uniquement à la mise en œuvre du système

Projet d'arrêté « Expérimentation EICH » pour les couples types d'eau/usages suivants:

1° **Eaux grises** pour le lavage du linge, le lavage des sols intérieurs et l'arrosage des jardins potagers ;

2° **Eaux grises issues des cuisines** pour le lavage du linge, le lavage des sols intérieurs, l'évacuation des excréta, l'alimentation de fontaines décoratives non destinées à la consommation humaine, le nettoyage des surfaces extérieures, dont le lavage des véhicules lorsqu'il est réalisé au domicile, l'arrosage des jardins potagers, l'arrosage des espaces verts à l'échelle des bâtiments ;

3° **Eaux issues des piscines à usage collectif** pour le lavage des sols intérieurs et l'arrosage de jardins potagers ;

4° **Eaux-vannes**, à l'exception des eaux-vannes issues des établissements de santé, pour l'évacuation des excréta, l'arrosage des jardins potagers, le nettoyage des surfaces extérieures dont le lavage des véhicules lorsqu'il est réalisé au domicile et l'arrosage des espaces verts à l'échelle des bâtiments.

5° **Eaux spéciales des établissements de santé** pour le lavage des sols intérieurs, l'évacuation des excréta, le lavage des surfaces extérieures, l'arrosage des espaces verts à l'échelle des bâtiments, le lavage du linge, le nettoyage des sols intérieurs, l'arrosage des jardins potagers.

Projet d'arrêté « Expérimentation EICH »

Cadre expérimental pour les couples eaux/usages mentionnés à l'article 2 du décret n°2024-796 du 12 juillet 2024

Procédure administrative :

- Arrêté préfectoral après avis de l'ARS
- Autorisation d'une durée de 5 ans

Dossier de demande d'autorisation :

- Démarche d'analyse et de gestion préventives des risques
- Résultats de la phase de validation des performances du système d'utilisation des EICH

Suivi des expérimentations

- **Phase d'essai avant la mise en service**, puis annuellement.
- **Suivi de routine**
- Carnet sanitaire transmis au préfet et au DG-ARS annuellement
- Bilan final du pétitionnaire

Calendrier à venir

- Publication prévue mi 2026